

LE MONDE

COLOMBIE

Un défenseur des droits critique Harper

GUY TAILLEFER

Stephen Harper «joue un jeu dangereux» et rompt avec la tradition canadienne en politique étrangère en ayant accepté de lancer des négociations de libre-échange avec la Colombie alors que les groupes paramilitaires continuent de se développer et que la situation en matière de droits de la personne y demeure extrêmement grave. «Que le premier ministre Harper ait donné son appui inconditionnel au président Alvaro Uribe nous gêne énormément», affirme non sans euphémisme Alirio Uribe Muñoz, éminent défenseur colombien des droits de la personne.

M. Muñoz est un avocat qui travaille à la promotion des droits de la personne en Colombie depuis 17 ans. Au péril de sa vie: 26 avocats y ont été assassinés au cours de la seule année 2006. Il participe au processus de suivi de la Cour pénale internationale (CPI), où il enquête sur les responsables de violations graves des droits fondamentaux et de crimes contre l'humanité commis en Colombie. Il est un des directeurs du Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo (CAJAR), une association d'avocats, dans un pays sans barreau, mêlée depuis sa fondation, en 1980, à certains des plus grands procès politiques.

M. Muñoz trouve stupéfiant que M. Harper accrédite les affirmations du président Uribe voulant que les influentes organisations paramilitaires aient toutes été dissoutes en Colombie, dans la foulée du processus de démobilisation lancé en 2003 dans l'espoir de pacifier le pays.

Effectuant en juillet dernier une tournée en Amérique latine, M. Harper avait soulevé un tollé en annonçant à Bogotà l'ouverture de négocia-

tions de libre-échange avec la Colombie. «Nous sommes ici pour vous encourager et vous aider, avait déclaré le premier ministre. Nous ne vous demanderons pas de régler tous vos problèmes sociaux, politiques et de droits de la personne avant d'engager avec vous des relations commerciales. Ce serait une position ridicule.»

Dans les faits, affirme M. Muñoz en entrevue, la Colombie demeure en proie à une guerre civile où les groupes paramilitaires continuent, avec la guérilla des FARC, de jouer un rôle prépondérant. En 2007, plus de 60 organisations de paras sont toujours actives. Leur est attribuée la majorité des 3300 homicides commis contre les civils depuis le début du processus de démobilisation. Non

moins troublant pour l'avenir est le fait, selon l'avocat, que, loin d'avoir été affaiblis, les paramilitaires ont renforcé leur influence au sein de l'État sous le gouvernement Uribe, comme en font foi les poursuites intentées par la justice cette année contre une cinquantaine de personnalités politiques.

M. Muñoz trouve la position canadienne d'autant plus préoccupante que le Congrès des États-Unis a suspendu la conclusion d'un traité de libre-échange avec la Colombie, au vu, en particulier, des assassinats de syndicalistes colombiens commis par les milices d'extrême droite. Entre 1986 et 2007, 2531 militants syndicaux ont été tués; 404 l'ont été depuis l'arrivée au pouvoir de M. Uribe. Statistique parlante publiée en juillet dernier par Amnesty International: 90 % des assassinats de syndicalistes commis dans le monde le sont en Colombie.



Alirio Uribe Muñoz